

	DEST	COPIE
PR		X
CL		
DG		X
DGA		
RCS		
SAR		
SJ		
SI		
SOR	X	
SFM		
SEP		
COM		
SHD		
SPP		

ARCEP

Monsieur Jean-Ludovic SILICANI

Président

7, square Max Hymans

75 730 PARIS CEDEX 15

ARCEP : A0902609



16/06/2009

A Nevers, le **12 JUN 2009**

Réf. NL/TECH/2009/017

Objet. Consultation publique sur l'attribution d'autorisations dans les bandes de fréquences 800Mhz et 2,6Ghz pour les services mobiles à très haut débit

Monsieur le Président,

La volonté d'aménager et de doter le territoire nivernais de services numériques mobile à haut débit performants et accessibles à tous, est effective.

Le déploiement récent d'un réseau ouvert d'initiative publique combinant les technologies fibre optique et wimax a contribué à réduire considérablement la fracture numérique de ce département rural.

La création d'une couverture radio utilisant la bande de fréquence 3,4-3,6 GHz assure déjà un accès ADSL 2 Mbps Internet en mode fixe pour plusieurs centaines de foyers.

La performance de ce dispositif est reconnue et appréciée par la population, mais il subsiste cependant un handicap fort lié à la pénétration insuffisante des ondes dans la gamme de fréquence 3,5 GHz qui laisse encore quelques centaines de foyers hors d'atteinte sauf à multiplier des installations d'émission coûteuses.

La montée en débit à travers des usages qui tendent à faire converger les services haut débit sur des équipements mobiles ne peut se développer correctement sur un département dont près d'un quart des communes reste encore raccordé en mobilité GSM uniquement en mode d'itinérance, autorisant seulement les accès voix et SMS. Ce handicap se renforce dès lors que les besoins de débit en milieu rural contribuent à répondre aux obligations de services aux populations par les collectivités territoriales.

La forte contribution financière des collectivités pour résorber les zones blanche en téléphonie mobile et les délais importants pour clôturer par les opérateurs un programme initié depuis plusieurs années doit inciter l'ARCEP à porter une attention particulière sur les paramètres d'attribution des prochaines licences. La consultation engagée par l'autorité dans les bandes de fréquences 800Mhz et 2,6Ghz pour les services mobiles

à très haut débit doit être l'occasion d'assurer pour les territoires ruraux une péréquation technologique digne des zones denses.

La rareté des fréquences qui seront mise à disposition des opérateurs nécessite une réglementation qui croise les contraintes de couverture, de concurrence, et de convergence des services.

L'exemplarité de collectivités qui se sont engagées dans le déploiement de couverture radio GSM et wimax, qui possèdent des infrastructures d'accueils et de collectes haut débit mobilisables, doivent pouvoir être associées comme acteurs des aménagements numériques de leurs territoires.

Je vous demande de bien vouloir porter une attention particulière à l'établissement des règles de mutualisation des infrastructures qui contribuent au respect des zones de couvertures et de l'environnement, des délais de déploiements des équipements des opérateurs, en garantissant l'accès à tous les services des opérateurs attributaires de ces licences ainsi qu'aux opérateurs alternatifs clients des offres de gros.

Les territoires ruraux maintenus à l'écart du haut débit par les opérateurs doivent pouvoir bénéficier rapidement de ces nouveaux services très haut débit en alternative à des solutions coûteuses pour les collectivités.

Ces attentes sont, j'en conviens, une expression forte de la population rurale qui, pour affronter les difficultés économiques veulent disposer de moyens techniques capables d'assurer de la création de richesses attendues sur de nouveaux modèles de production de services en tout lieu et à tout moment.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de nos salutations distinguées.

Jean-Louis **ROLLOT**

Président du Syndicat Mixte Niverlan

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JL Rollot', written over a horizontal line.

Copie : Avicca